

RCS : POITIERS  
Code greffe : 8602

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de POITIERS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2000 D 01290  
Numéro SIREN : 432 479 475  
Nom ou dénomination : GTC POITIERS

Ce dépôt a été enregistré le 10/08/2023 sous le numéro de dépôt 4166

## **GTC POITIERS**

**Société d'exercice libéral à responsabilité titulaire d'un office de greffier de Tribunal de  
Commerce au capital de 600 000 euros**

**Siège social : 4 boulevard de Lattre de Tassigny – 86000 POITIERS**

**432 479 475 RCS POITIERS**

**(la « Société »)**

### **DECISIONS UNANIMES DES ASSOCIES DU 28 JUILLET 2023**

L'an deux mille vingt-trois,

Le 28 juillet,

A 9 heures,

Les soussignés :

- Maître Pierre Olivier HULIN, titulaire de 1 part sociale en pleine propriété,
- La société POH, représentée par son président, Maître Pierre Olivier HULIN, titulaire de 2 999 parts sociales en pleine propriété,

Détenant ensemble 3 000 parts sociales, soit la totalité des parts de la société GTC POITIERS désignée ci-dessus,

Agissant en qualité de seuls associés de la société et conformément aux dispositions de l'article L. 223-27 du Code de commerce et de l'article 22 des statuts,

Ont pris à l'unanimité les décisions suivantes :

#### **PREMIÈRE DÉCISION**

Les associés, après avoir :

- pris connaissance :
  - la décision de l'associé unique de la société POH aux termes de laquelle ce dernier constate la réalisation de l'ensemble des conditions suspensives prévues au contrat d'apport en date du 18 avril 2023, et en conséquence la réalisation de l'opération d'apport par Maître Pierre Olivier HULIN de 1 499 parts sociales de la société GTC POITIERS à la société POH,

- de l'avenant à l'acte de cession par Maître Pierre Olivier HULIN de mille cinq cents (1 500) parts d'une valeur nominale de deux cents (200) euros de la Société lui appartenant au profit de la société POH, aux termes duquel les parties constatant la réalisation de l'intégralité des conditions suspensives convenues aux termes de l'acte de cession de parts sous conditions suspensives en date du 18 avril 2023, constatent la réalisation de la cession à la Date de Réalisation, soit le 28 juillet 2023 ;
- constaté qu'un exemplaire de l'acte de cession avait été déposé ce jour au siège de la Société, cette cession devenant ainsi opposable à cette dernière,

décident de modifier en conséquence la rédaction de l'article 8 des statuts de la Société ainsi qu'il suit :

**« ARTICLE8 - CAPITAL SOCIAL**

*Le capital social est fixé à la somme de SIX CENT MILLE EUROS (600 000 €).*

*Il est divisé en trois mille (3 000) parts sociales de DEUX CENTS EUROS (200 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées et réparties entre les associés comme suit :*

➤ **En qualité d'Associé Professionnel Interne :**

- Maître Pierre Olivier HULIN : 1 part

➤ **En qualité d'Associée Personne Morale :**

- La société POH : 2 999 parts

**Total égal au nombre de parts sociales : 3 000 parts »**

**DEUXIEME DÉCISION**

Les associés décident à l'unanimité de donner tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes pour remplir toutes formalités de droit.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par l'ensemble des associés de manière électronique par l'usage d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache conformément aux articles 1366 et 1367 du Code civil.

Le présent acte sera mentionné sur le registre des délibérations tenu au siège social et un exemplaire original signé par tous les associés sera conservé dans les archives de la Société.

Pierre Olivier HULIN  
Gérant et Associé

 Pierre HULIN

POH  
Pierre Olivier HULIN  
Associée

 Pierre HULIN

# **GTC POITIERS**

**Société d'exercice libéral à responsabilité limitée titulaire d'un office de greffier de  
Tribunal de Commerce au capital de 600 000 euros**

**Siège social : 4 boulevard de Lattre de Tassigny – 86000 POITIERS  
432 479 475 RCS POITIERS**

## **STATUTS**

Mis à jour le 28 juillet 2023

Certifiés conformes  
La Gérance

 Pierre HULLIN

## **TITRE I FORME – OBJET – DENOMINATION – SIEGE – DUREE**

### **ARTICLE 1-    FORME**

La société a été initialement constituée sous forme de société civile professionnelle.

Elle a été transformée en société d'exercice libéral de mandataires judiciaires sous forme de société à responsabilité limitée par une décisions de l'associé unique en date du 18 avril 2023, sous réserve de l'agrément par arrêté du Garde des sceaux, ministre de la justice. La transformation a été réalisée le 13 juillet 2023.

La Société est régie par les présents statuts et les lois et règlements en vigueur, et notamment par :

- Les dispositions de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé et aux sociétés de participations financières de professions libérales,
- les dispositions du décret n° 92-704 du 23 juillet 1992,
- les dispositions du livre II du Code de commerce,
- les articles R. 743-29 et suivants du Code de commerce,
- les articles R. 743-120 et suivants du Code de commerce,
- les présents statuts.

La Société fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Dans le cas où la Société comporte un seul associé, les attributions de la collectivité des associés sont dévolues à l'associé unique.

### **ARTICLE 2-    DENOMINATION**

La dénomination de la Société est : GTC POITIERS.

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « société d'exercice libéral à responsabilité limitée titulaire d'un office de Greffier de Tribunal de commerce de Poitiers » ou des initiales « SELARL titulaire d'un office de Greffier de Tribunal de commerce de Poitiers » et de l'énonciation de son capital social.

La Société pourra faire suivre ou précéder sa dénomination sociale du nom et du sigle de l'association, du groupement ou réseau professionnel, national ou international dont elle est membre.

En outre, la Société doit indiquer en tête de ses factures, notes de commandes, tarifs et documents publicitaires, ainsi que sur toutes correspondances et récépissés concernant son activité et signés par elle ou en son nom, le siège du tribunal au greffe duquel elle est immatriculée au registre du commerce et des sociétés, et le numéro d'immatriculation qu'elle a reçu.

### **ARTICLE 3 - OBJET**

La Société a pour objet :

- L'exercice libéral de la profession de greffier de tribunal de commerce, telle que définie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur ;
- Et plus généralement, toutes opérations financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à ce qui précède ou susceptible de favoriser le développement ou l'extension des affaires sociales.

### **ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL**

Le siège social est fixé : 4 boulevard de Lattre de Tassigny – 86000 POITIERS.

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par une simple décision de la gérance, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine assemblée générale ordinaire, et partout en France en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

### **ARTICLE 5 - DUREE**

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf cas de prorogation ou dissolution anticipée.

### **ARTICLE 6 - PROROGATION**

Un (1) an au moins avant la date d'expiration de la Société, la gérance doit provoquer une réunion de la collectivité des associés à l'effet de décider, dans les conditions requises pour les décisions collectives extraordinaires, si la Société doit être prorogée.

**TITRE II APPORTS – CAPITAL SOCIAL – QUALITE D'ASSOCIE – EMISSION D'OBLIGATIONS – PARTS SOCIALES**

**ARTICLE 7 - APPORTS**

**7.1 Apports lors de la constitution**

Est ci-après reproduit l'article des statuts constitutifs récapitulant les apports réalisés à la constitution de la Société.

Article 6 - Apports

T. Madame Arme-Marie .RENOLLEAU épouse de Didier COURET apporte à la société, par les présentes, sous les garanties ordinaires et de droit en pareille matière, tous les droits mobiliers, corporels et incorporels dépendant de l'office de Greffier du Tribunal de Commerce de POITIERS, situé dans cette ville 24 Rue du Moulin à Vent, et dont elle est titulaire par suite de sa nomination en cette qualité résultant d'un arrêté de nomination pris par Monsieur le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, le 16 mai 1974,

Comprenant :

a/ l'exercice, en faveur de la société, du droit prévu par l'article 91 de la loi du 28 avril 1816 sur les Finances relativement à l'office de Greffier de Tribunal de Commerce dont elle est titulaire : en conséquence, Madame Amie-Marie RENOLLEAU épouse COURET s'engage à se démettre de ses fonctions de greffier de Tribunal de Commerce de POITIERS et à présenter la société, comme son successeur, à l'agrément de Madame le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.

Cet apport inclut :

la mise à disposition, exclusive de la société de l'ensemble des= fichiers, dossiers, registres et archives du greffe,

le droit d'occuper les locaux situés à POITIERS (86000) 24, Rue du Moulin à Vent, appartenant à l'Etat et dans lesquels était jusqu'alors exploité l'office de greffier de Tribunal de Commerce dont Madame Anne-Marie RENOLLEAU épouse COURET était titulaire,

lesdits éléments incorporels évalués à

4 800 000 F



b/ les meubles, matériels et objets mobiliers garnissant le Greffe du Tribunal de Commerce de POITIERS, suivant détail annexé aux présentes,

Lesdits éléments corporels évalués à 253 909 F

Soit un total d'apport de Madame Arme-Marie RENOLLEAU épouse COURET de 5053 909 F.

c/Prise en charge de passifs

Le présent apport est fait à la charge par la société de rembourser le reliquat d'un emprunt bancaire souscrit par Madame Anne-Marie RENOLLEAU épouse COURET le 8 avril 1999 auprès du CREDIT INDUSTRIEL DE L'OUEST pour un montant initial de 100 000 F, ayant permis de financer l'acquisition de matériel informatique; ledit emprunt remboursable au moyen de 36 mensualités de 3 006,08 F chacune (capital et intérêts), la première étant venue à échéance le 9 mai 1999 et la dernière venant à échéance le 9 avril 2002.

Etant précisé que la charge de remboursement qui incombera à la société à compter du 1 janvier 2000 représente un reliquat en capital de 81 755 F.

Total du passif dont le paiement est mis à charge de la société 81 755 F.

d/ Montant net de l'apport :

La valeur brute des apports de Madame Arme-Marie RENOLLEAU épouse COURET s'élevant à un montant de 5 053 909 F.

Et les passifs pris en charge par la société s'élevant, en capital, à un montant de 81 755 F.

La valeur nette de l'apport s'élève à QUATRE MILLIONS NEUF CENT SOIXANTE DOUZE MILLE CENT CINQUANTE QUATRE FRANCS (4 972 154 F),

Soit un équivalent en euros de 758 000 E.

Monsieur Gérard BOUGANT apporte à la société, par les présentes, sous les garanties ordinaires et de droit en pareille matière, tous les droits mobiliers, corporels et incorporels lui appartenant au titre de l'office de Greffier du Tribunal de Commerce de CHATELLERAULT, situé dans cette ville 1 Avenue Georges Clemenceau, et dont il est titulaire par suite de sa nomination en cette qualité résultant d'un arrêté de nomination pris par Monsieur le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, le 25 septembre 1979.

Etant observé que par suite de la suppression du Tribunal de Commerce de CHATELLERAULT et de son greffe devant intervenir le 1er janvier 2000, ledit greffe sera rattaché au greffe du Tribunal de Commerce de POITIERS.

Comprenant :

a/ le bénéfice résultant pour la société de la suppression du Tribunal de Commerce de CHATELLERAULT et de son Greffe rattaché au Tribunal de Commerce de POITIERS.

Ledit apport incluant la mise à disposition, exclusive de la société de l'ensemble des fichiers, dossiers, registres et archives du greffe de CHATELLERAULT qui seront transférés le 1<sup>er</sup> janvier 2000 dans les locaux du Greffe du Tribunal de Commerce de POITIERS.

lesdits éléments incorporels évalués à 1 600 000 F

Monsieur Gérard BOUGANT déclare renoncer à toute indemnisation du fait de la suppression du Greffe de CHATELLERAULT dont il était alors titulaire.

b/ les meubles, matériels et objets mobiliers garnissant le Greffe du Tribunal de Commerce de CHATELLERAULT, suivant détail annexé aux présentes;

lesdits éléments corporels évalués à 5 761 F.

Soit un total d'apport de Monsieur Gérard BOUGANT de 1 605 761 F.

c/ Prise en charge de passifs :

Le présent apport est fait à la charge par la société de rembourser le reliquat d'un emprunt bancaire souscrit par Monsieur Gérard BOUGANT le 24 février 1997 auprès de la BANQUE NATIONALE DE PARIS pour un montant initial de 100 000 F, ayant permis de financer divers matériels; ledit emprunt remboursable au moyen de 48 mensualités de 2 396,48 F chacune (capital et intérêts), la première étant venue à échéance en mars 1997 et la dernière venant à échéance en février 2001.

Etant précisé que la charge de remboursement qui incombera à la société à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2000 représente un reliquat en capital de 32 120 F.

Total du passif dont le paiement est mis à charge de la société 32 120 F.

d/Montant net de l'apport :

La valeur brute des apports de Monsieur Gérard BOUGANT s'élevant à un montant de 1 605 761 F,

Et les passifs pris en charge par la société s'élevant, en capital, à un montant de 32 120 F.

La valeur nette de l'apport s'élève à UN MILLION CINQ CENT SOIXANTE TREIZE MILLE SIX CENT QUARANTE ET UN FRANCS ((1 573 641 F),

Soit un équivalent en euros de 239 900 € arrondis à 240 000 €.

Mademoiselle Cécile GILBERT fait apport à la société d'une somme de TREIZE MILLE CENT DIX NEUF FRANCS QUATORZE CENTIMES (13 119,14 F),

Soit un équivalent en euros de 2 000 €.

3.

Ledit apport est entièrement libéré et cette somme a été déposée à la banque C.I.O., agence de POITIERS, préalablement à la signature des présents statuts, ainsi qu'en fait foi l'attestation délivrée par ladite banque le 1er décembre 1999.

#### IV. Récapitulation des apports

a/ Valeur nette des apports en nature de Madame Anne-Marie RENOLLEAU épouse COURET	758 000 €
b/ Valeur nette des apports en nature, de Monsieur Gérard BOUGANT,	240 000 €
c/ Montant des apports en numéraire de Mademoiselle Cécile GILBERT	2 000 €
	<hr/>
Total des apports consentis à la société lors de sa constitution	1 000 000 €

#### V. Charges et conditions des apports en nature consentis par Madame Anne-Marie RENOLLEAU épouse COURET et par Monsieur Gérard BOUGANT.

- La société sera propriétaire des droits et biens apportés à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de POITIERS. Elle en aura la jouissance à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2000.
- Elle exécutera à compter de son entrée en jouissance toutes les charges et conditions découlant pour elle de l'occupation des locaux abritant le greffe 24 Rue du Moulin à Vent à POITIERS.

Elle reprendra le personnel précédemment attaché aux greffes des Tribunaux de Commerce de POITIERS et CHALEILERA.ULT, conformément aux dispositions de l'article L 122-12 du Code du Travail.

- Elle supportera, à compter de la même date, toutes les charges relatives à l'exploitation du greffe du Tribunal de Commerce de POITIERS, telles que impôts, taxes, eau, gaz, électricité, téléphone, assurances, etc..., cette énonciation n'étant pas limitative.

Pour ce faire, il est convenu entre les parties d'extourner des comptes du premier exercice de la société qui sera clos le 31 décembre 2000, toutes créances acquises respectivement à Madame Anne-Marie RENOLLEAU épouse COURET d'une part, et à Monsieur Gérard BOUGANT d'autre part, à la date du 31 décembre 1999, ainsi que toutes dettes engagées par ces derniers avant le 31 décembre 1999 mais non encore réglées à cette date, lesdites créances acquises et dettes engagées restant au bénéfice et à la charge de Madame COURET et de Monsieur BOUGANT.

Madame Anne-Marie RENOLLEAU épouse COURET et à. Monsieur Gérard BOUGANT affirment, sous les peines pénales édictées par l'article 1837 du C.G.I. que le présent acte exprimé l'intégralité de la valeur des apports qu'ils consentent à la société.

## **7.2 Réduction du capital social du 14 décembre 2018**

Aux termes des délibérations d'une assemblée générale extraordinaire en date du 25 mai 2018, réitérée par décision de l'associé unique en date du 14 décembre 2018 statuant par délégation de pouvoirs, il a été constaté la réduction du capital d'une somme de 400 000 € pour le ramener de 1 000 000 à 600 000 € par suite de l'annulation de 2 000 parts acquises auprès de Madame Lisa-Marie GAUTRON de 2 000 parts sociales.

### **ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL**

Le capital social est fixé à la somme de SIX CENT MILLE EUROS (600 000 €).

Il est divisé en trois mille (3 000) parts sociales de DEUX CENTS EUROS (200 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées et réparties entre les associés comme suit :

➤ **En qualité d'Associé Professionnel Interne :**

- Maître Pierre Olivier HULIN : 1 part

➤ **En qualité d'Associée Personne Morale :**

- La société POH : 2 999 parts

**Total égal au nombre de parts sociales : 3 000 parts**

### **ARTICLE 9 - COMPOSITION DU CAPITAL - QUALITE D'ASSOCIE**

#### **9.1 Principe**

Plus de la moitié du capital social et des droits de vote doit être détenue directement ou par l'intermédiaire de sociétés visées au 4°/ ci-dessous, par des greffiers de tribunaux de commerce en exercice au sein de la Société, ci-après désignés « **Associés Professionnels Internes** ».

Le complément peut être détenu par :

1°/ des personnes physiques ou morales exerçant la profession de greffier de Tribunal de commerce, ci-après désignés « **Associés Professionnels Externes** »,

2°/ pendant un délai de dix (10) ans, des personnes physiques qui, ayant cessé toute activité professionnelle, ont exercé la profession de greffier de Tribunal de commerce au sein de la Société, ci-après désignés « **Anciens Associés Professionnels Internes** »,

3°/ les ayants droit des personnes physiques mentionnées ci-dessus, pendant un délai de cinq (5) ans suivant leur décès, ci-après désignés « **Ayants-Droit** »,

4°/ une société constituée dans les conditions prévues par l'article 220 quater A du Code général des impôts, si les membres de cette société exercent leur profession au sein de la société d'exercice libéral, ou une société de participations financières de professions libérales régie par le titre IV de la loi du 31 décembre 1990 précitée, ci-après « **Associés Personnes Morales** »,

5°/ des personnes exerçant l'une quelconque des professions libérales juridiques ou judiciaires visées au premier alinéa de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 31 décembre 1990, ci-après désignés « **Professionnels Assimilés** »,

6°/ toute personne physique ou morale légalement établie dans un autre Etat membre de l'Union européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou dans la Confédération suisse qui exerce, dans l'un de ces Etats, une activité soumise à un statut législatif ou réglementaire ou subordonnée à la possession d'une qualification nationale ou internationale reconnue et dont l'exercice constitue l'objet social de la société et, s'il s'agit d'une personne morale, qui répond, directement ou indirectement par l'intermédiaire d'une autre personne morale, aux exigences de détention du capital et des droits de vote prévues par la loi du 31 décembre 1990 susvisée, ci-après désignés « **Professionnels Européens** ».

## 9.2 Dérogations

L'objet de la Société consistant en l'exercice d'une profession dite « juridique ou judiciaire » au sens de l'article 6 de la loi du 31 décembre 1990 précitée, plus de la moitié du capital social et des droits de vote peut, par dérogation au paragraphe 1 susvisé, être détenue par :

1°/ des personnes établies en France ou mentionnées au 1-, 6°/ ci-dessus (Professionnels Européen), exerçant la profession de greffier de Tribunal de commerce,

2°/ des personnes établies en France ou mentionnées au 1-, 6°/ ci-dessus (Professionnels Européen), exerçant l'une quelconque des professions juridiques ou judiciaires susvisées,

En tout état de cause, cette société doit comprendre, parmi ses associés, une personne exerçant la profession constituant l'objet social de la Société.

3°/ par des sociétés de participations financières de professions libérales, dans les conditions prévues aux articles 6, 31-1 et 31-2 de la loi du 31 décembre 1990 précitée.

### **9.3 Exception**

Les personnes physiques ou morales qui exercent la profession d'administrateur judiciaire ou de mandataire judiciaire ne peuvent détenir, ni directement, ni indirectement, de titres de la Société, conformément à l'article R. 743-121 du Code de commerce.

### **9.4 Modifications de la composition du capital**

Toutes modifications du nombre des parts sociales doivent respecter les conditions visées ci-dessus relatives à la répartition du capital.

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article R 743-45 du Code de commerce, toute modification apportée à la liste des associés et au montant de leur participation au capital devra faire l'objet d'une déclaration au Garde des sceaux, ministre de la justice, dans un délai de trente (30) jours, par téléprocédure sur le site internet du ministère de la justice.

Dans l'hypothèse où l'une des conditions visées au présent article viendrait à ne plus être remplie, la Société dispose d'un délai d'un (1) an pour se mettre en conformité avec les dispositions de la loi du 31 décembre 1990.

Les dispositions qui précèdent autorisant la détention d'une part de capital par des personnes n'exerçant pas au sein de la Société ne peuvent bénéficier aux personnes faisant l'objet d'une interdiction d'exercice de la profession constituant l'objet de la Société.

## **ARTICLE 10 – MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL**

### **10.1 Augmentation du capital social**

Conformément aux dispositions de l'article R.743-130 du Code de commerce, tout projet d'augmentation de capital conduisant à l'entrée, dans la Société, d'un nouvel associé qui n'entend pas exercer la profession, fait l'objet d'une déclaration préalable au garde des sceaux, ministre de la justice, au moins deux (2) mois avant sa réalisation, dans les conditions prévues au premier alinéa de l'article R. 743-45 du Code de commerce.

Le garde des sceaux, ministre de la justice, peut s'opposer au projet dans un délai de deux (2) mois après réception de la demande.

#### **10.1.1 Dispositions générales**

Le capital social peut être augmenté, soit par création de parts nouvelles, soit par majoration du montant nominal des parts existantes, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

Le capital social peut être augmenté en une ou plusieurs fois au moyen d'apports en numéraire par versement d'espèces ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, ou en nature ou encore par capitalisation de tout ou partie des primes, bénéfices et réserves de la société. Aucune augmentation de capital en numéraire ne peut être réalisée tant que le capital n'est pas entièrement libéré.

Toute augmentation de capital sera réalisée sous la condition suspensive du respect des dispositions de la loi et des statuts relatives aux règles de détention du capital.

Les augmentations de capital et les modalités de leur réalisation sont décidées par les associés à la majorité des deux tiers des parts détenues par les associés présents ou représentés, à l'exception des augmentations de capital par voie d'incorporation de réserves, de bénéfices ou de primes qui sont décidées par les associés représentant la moitié des parts sociales.

La décision collective portant augmentation du capital peut prévoir que celle-ci sera réalisée par la création de parts nouvelles assorties d'une prime d'émission ou d'apport dont elle détermine le montant et l'affectation.

En cas de souscription de parts sociales au moyen de biens ou de fonds communs, la qualité d'associé est reconnue à celui des époux qui souscrit.

Dès lors que le conjoint du souscripteur aura notifié à la Société son intention d'être personnellement associé, cette qualité lui sera également reconnue pour la moitié des parts souscrites. Si cette notification a lieu lors de la souscription à l'augmentation de capital, l'agrément de l'associé vaut pour les deux époux. Si cette notification est postérieure à la souscription à l'augmentation de capital, l'agrément du conjoint par les autres associés est soumis aux dispositions de l'article "Cession - transmission - location des parts sociales". L'époux associé ne participe alors pas au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité. Si le conjoint n'est pas agréé, l'époux demeure associé pour la totalité des parts souscrites.

Par décision prise en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés, de nouvelles parts d'industrie peuvent être créées au cours de la vie sociale en vue de leur attribution gratuite à un ou plusieurs nouveaux associés afin de rémunérer leurs connaissances techniques et professionnelles, leur travail et leur savoir-faire.

#### 10.1.2 Augmentation de capital en numéraire

En cas d'augmentation du capital en numéraire, l'assemblée qui décide d'une telle opération peut instituer pour sa réalisation un droit préférentiel de souscription réservé aux associés existants. Elle en détermine les modalités d'exercice.

En tout état de cause, les parts nouvelles ne peuvent être attribuées qu'aux associés ou aux personnes agréées aux conditions fixées à l'article "Cession - transmission - location des parts sociales".

Les parts nouvelles doivent être libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale. La libération du surplus doit intervenir, en une ou plusieurs fois, dans le délai de cinq (5) ans à compter du jour où l'augmentation du capital est devenue définitive.

Les fonds affectés à la libération des parts doivent être déposés dans les huit (8) jours de leur réception à la Caisse des dépôts, chez un notaire ou dans une banque. Le retrait de ces fonds ne peut être opéré par le mandataire de la Société que postérieurement à l'assemblée générale constatant la réalisation de l'augmentation du capital et qu'après l'établissement du certificat du dépositaire. Mention de la libération des parts et du dépôt des fonds doit être portée dans les statuts.

Si l'augmentation de capital n'est pas réalisée dans le délai de six (6) mois à compter du premier dépôt de fonds, les souscripteurs peuvent, soit individuellement, soit par mandataire les représentant collectivement, demander au Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social, statuant sur requête, l'autorisation de retirer le montant de leurs souscriptions.

Si la libération se fait par compensation de créances sur la Société, les créances font l'objet d'un arrêté de compte établi par la gérance et certifié exact par le(s) Commissaire(s) aux Comptes, s'il en existe et, dans le cas où la Société n'en est pas dotée, par un expert-comptable.

### 10.1.3 Augmentation de capital par apport en nature

Si l'augmentation de capital est réalisée, soit en totalité, soit en partie, par des apports en nature, la décision des associés relative à l'augmentation de capital doit contenir l'évaluation de chaque apport en nature, au vu d'un rapport annexé à cette décision et établi sous sa responsabilité par un Commissaire aux apports, désigné à l'unanimité des associés ou, à défaut, par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant sur requête d'un associé ou de la gérance.

## 10.2 Réduction du capital social

Le capital social peut également être réduit, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés représentant au moins les deux tiers des parts sociales pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, notamment par voie de remboursement ou de rachat des parts, par réduction de leur nombre ou de leur valeur nominale.

Toute réduction de capital sera réalisée sous la condition suspensive du respect des dispositions de la loi et des statuts relatives aux règles de détention du capital.



En aucun cas, la réduction du capital ne peut porter atteinte à l'égalité des associés. Si la Société est pourvue d'un (de) Commissaire(s) aux Comptes, le projet de réduction du capital lui (leur) est communiqué quarante-cinq (45) jours au moins avant la date de la décision des associés appelés à statuer sur ce projet. Il(s) fait (font) connaître aux associés son (leur) appréciation sur les causes et conditions de la réduction.

En cas de décision de réduction du capital non motivée par des pertes, les créanciers de la société dont la créance est antérieure à la date de dépôt au greffe du Tribunal du procès-verbal constatant cette décision, peuvent former opposition à la réduction dans le délai d'un (1) mois à compter de la date du dépôt. L'opposition est signifiée à la Société par acte d'huissier et portée devant le Tribunal. Une décision de justice rejette l'opposition ou ordonne, soit le remboursement des créances, soit la constitution de garanties si la Société en offre et si elles sont jugées suffisantes. Les opérations de réduction ne peuvent commencer pendant le délai d'opposition.

Lorsque par la décision de réduction du capital non motivée par des pertes, la gérance a été autorisée à acheter un nombre déterminé de parts sociales pour les annuler, cette acquisition doit être réalisée dans le délai de trois (3) mois à compter de l'expiration du délai d'opposition ci-dessus précisé en faveur des créanciers. Cet achat emporte annulation desdites parts.

### **10.3 Rompus**

Lors de toute augmentation ou réduction du capital social, les associés doivent, le cas échéant, faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de parts ou droits nécessaires pour supprimer les rompus et permettre ainsi l'attribution ou l'échange au profit de chacun d'eux d'un nombre entier de parts nouvelles.

### **ARTICLE 11 - EMISSION D'OBLIGATIONS**

Si la Société est tenue, en vertu des dispositions légales, d'avoir un Commissaire aux Comptes et que les comptes des trois derniers exercices de douze (12) mois ont été régulièrement approuvés par les associés, elle peut, conformément à l'article L. 223-11 du Code de commerce, émettre des obligations nominatives à condition (i) de ne pas procéder à une offre au public de ces obligations (ii) de respecter les règles relatives à la composition du capital social prévues par l'article 8 des présents statuts. Ce sont des titres négociables qui, dans une même émission, confèrent les mêmes droits de créance pour une même valeur nominale.

L'émission d'obligations nominatives est décidée par l'assemblée générale des associés, dans les conditions de majorité requises pour les décisions ordinaires.

Lors de chaque émission d'obligations, la Société doit mettre à la disposition des souscripteurs une notice relative aux conditions de l'émission et un document d'information, conformes aux dispositions des articles R. 223-7 et R. 223-9 du Code de commerce.

Le prix d'émission est payable en totalité à la souscription, en numéraire ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, dans les conditions déterminées par l'assemblée générale des associés.

Les droits des titulaires sont représentés par une inscription en compte dans les registres de la Société.

Les obligataires sont groupés, dans les conditions fixées par la loi, en une masse jouissant de la personnalité morale. A l'issue de la souscription, ils se réuniront en assemblée générale distincte de celle des associés de la Société, à la diligence de la gérance, aux fins de désigner, dans le respect des règles fixées par les articles L. 228-48 et L. 228-49 du Code de commerce, leurs représentants qui ne pourront en aucun cas excéder trois. En cas d'urgence, les représentants de la masse peuvent être désignés par décision de justice à la demande de tout intéressé.

#### **ARTICLE 12 - SOUSCRIPTION, LIBERATION ET REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES**

Les parts sociales sont souscrites en totalité par les associés. Elles sont intégralement libérées lorsqu'elles représentent des apports en nature. Les parts représentant des apports en numéraire sont libérées d'au moins un cinquième de leur montant. La libération du surplus intervient en une ou plusieurs fois sur décision de la gérance, dans un délai qui ne peut excéder cinq (5) ans à compter de l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés.

La Société peut émettre des parts sociales en rémunération d'apports en industrie. Ces parts sont émises sans valeur nominale et ne sont pas prises en compte pour la formation du capital social. Elles sont attribuées à titre personnel et ne peuvent être cédées. En cas de décès de leur titulaire ou en cas de cessation par celui-ci de ses prestations, elles sont annulées.

En cas d'augmentation de capital, le capital social doit être intégralement libéré avant toute souscription de nouvelles parts sociales à libérer en numéraire, à peine de nullité de l'opération. Les parts représentatives d'apports en numéraire doivent être libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale. La libération du surplus doit intervenir, en une ou plusieurs fois, dans le délai de cinq (5) ans à compter du jour où l'augmentation du capital est devenue définitive.

Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables.

La propriété des parts résulte seulement des présents statuts, des actes ultérieurs qui pourraient modifier le capital social et des cessions et attributions qui seraient régulièrement réalisées.

Tout défaut de paiement des sommes dues sur le montant non libéré des parts sociales entraîne de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, le paiement d'un intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

En outre, lorsqu'il n'a pas été procédé dans le délai légal aux appels de fonds pour réaliser la libération intégrale du capital, tout intéressé peut demander au Président du Tribunal statuant en référé, soit d'enjoindre sous astreinte à la gérance de procéder à des appels de fonds, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à cette formalité.

### **ARTICLE 13 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS SOCIALES**

Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société, dans la propriété de l'actif social et dans le boni de liquidation. Elle donne également droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

Sous réserve des dispositions légales rendant temporairement les associés solidairement responsables vis-à-vis des tiers de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Chaque associé professionnel répond sur l'ensemble de son patrimoine des actes professionnels qu'il accomplit. La Société est solidairement responsable avec lui.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés.

### **ARTICLE 14 – INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES**

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque part.

Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la Société ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par voie de justice un mandataire chargé de les représenter, conformément aux dispositions de l'article 1844 du Code civil.

Si une ou plusieurs parts sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-propriétaire pour les décisions collectives extraordinaires et à l'usufruitier pour les décisions collectives ordinaires.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-propriétaire a le droit de participer aux assemblées générales.

### **TITRE III COMPTES D'ASSOCIES**

#### **ARTICLE 15 – COMPTES COURANTS D'ASSOCIES**

Tout Associé Professionnel Interne ainsi que ses ayants droits devenus associés peuvent mettre à la disposition de la Société, au titre des comptes d'associés, des sommes dont le montant ne peut excéder trois (3) fois celui de leur participation au capital.

Tout autre associé peut mettre au même titre à la disposition de la Société, au titre des comptes d'associés, des sommes dont le montant ne peut excéder celui de sa participation au capital.

Le remboursement de tout ou partie des sommes ainsi mises à la disposition de la Société ne peut intervenir qu'après notification adressée à la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, six (6) mois au moins à l'avance pour les sommes mises à disposition par un Associé Professionnel Interne, et un (1) an pour tout autre associé.

### **TITRE IV TRANSMISSIONS DES PARTS SOCIALES – AGREMENT**

#### **ARTICLE 16 – CESSION – TRANSMISSION – LOCATION DES PARTS SOCIALES**

##### **16.1 Dispositions générales**

Les parts ne peuvent être transmises ou cédées qu'au profit d'une personne justifiant de l'une des qualités énoncées à l'ARTICLE 9 – et qui n'est pas frappée d'une interdiction d'exercer la profession constituant l'objet social. Ces réserves valent pour tous les cas de transmission ou de cession ci-après prévus.

Le consentement de la Société à la cession de parts sociales est acquis dans les conditions prévues par les articles L. 223-14 du Code de commerce ainsi que l'article 10 de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990.

Les cessions ou transmissions, sous quelque forme que ce soit, des parts détenues par l'associé unique sont libres.

##### **16.2 Cessions entre vifs**

Les parts ne peuvent être cédées à quelque titre que ce soit à des tiers étrangers à la Société et même entre associés, conjoints, ascendants et descendants des associés qu'avec le consentement de la majorité des trois quarts des Associés Professionnels Internes.

Ces dispositions sont notamment applicables en cas de vente, donation, apport, fusion, scission, dissolution d'une société après réunion de toutes les parts ou actions en une même main, partage d'une personne morale.

Les dispositions légales et réglementaires relatives à la procédure d'agrément et au refus d'agrément, et plus particulièrement les dispositions des articles R. 743-125 et R. 743-126, sont applicables à la Société.

Les cessions seront rendues opposables à la Société soit dans les formes prévues à l'article 1690 du Code civil, soit par le dépôt d'un original de l'acte de cession en vue de son inscription sur le registre de la Société, au siège social, contre remise par le gérant d'une attestation de dépôt.

Elles ne sont opposables aux tiers qu'après accomplissement de ces formalités et, en outre, après publication des statuts modifiés au registre du commerce et des sociétés ; ce dépôt peut être effectué par voie électronique.

### **16.3 Transmission par décès**

En cas de décès d'un Associé Professionnel Interne, d'un Associé Professionnel Externe ou d'un Ancien Associé Professionnel Interne, la Société continue entre les associés survivants et ses héritiers, légataires ou représentants, sous réserve de l'agrément des intéressés dans les conditions prévues pour les cessions entre vifs.

En aucun cas, la transmission de parts suite au décès d'un associé ne devra avoir pour effet de porter atteinte aux dispositions de l'ARTICLE 9 - sur la composition du capital.

Dans le cas contraire, les ayants droit de l'associé décédé devront céder, dans le délai d'un (1) an à compter du décès de l'associé, la fraction de parts nécessaires au maintien de la majorité devant être détenue par les Associés Professionnels Internes. À défaut, la gérance, à l'expiration dudit délai d'un (1) an, mettra en demeure les ayants droit de l'associé décédé, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, de présenter un cessionnaire dans un délai de deux (2) mois ; cette mise en demeure mentionnera obligatoirement les dispositions de l'alinéa qui suit.

Si, à l'expiration de ce délai de deux (2) mois, aucun projet de cession n'a été notifié à la Société, la Société pourra, nonobstant toute opposition des ayants droit de l'associé décédé, faire acquérir les parts en cause par un cessionnaire agréé ou pourra, avec l'accord des ayants droit, les acquérir elle-même en vue de réduire son capital. La décision de réduction du capital sera prise, à la majorité des deux tiers des associés, dans le cadre d'une assemblée générale au cours de laquelle les associés devront, à l'unanimité, renoncer à leurs droits sur ladite réduction. À défaut d'une telle renonciation, la réduction de capital ne pourra être mise en œuvre. Le prix des parts et les modalités de paiement seront fixés dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

De plus, les ayants droit d'un associé décédé ne pourront conserver les parts de la Société que pendant un délai de cinq (5) ans à compter du décès.

Lorsque, à l'expiration du délai de cinq (5) ans à compter du décès de leur auteur, les héritiers et ayants droit n'ont pas cédé les parts qu'ils détiennent, la Société peut, nonobstant leur opposition, décider de réduire son capital et de les racheter.

Les dispositions de l'alinéa qui précède ne sont pas applicables aux héritiers et ayants droit qui, au jour du décès de leur auteur, sont déjà membres de la Société.

#### **16.4 Liquidation d'une communauté de biens entre époux**

En cas de dissolution de communauté par le décès du conjoint de l'époux associé et lorsque ce dernier n'obtient pas le droit, lors de la liquidation de la communauté, de conserver la totalité des parts inscrites à son nom, un agrément est exigé, y compris pour l'attributaire déjà associé dans les conditions prévues pour les cessions entre vifs.

Tout autre héritier n'a, à aucun moment, la qualité d'associé et est seulement créancier de la valeur des parts qui lui sont attribuées. Les parts sont rachetées à la diligence de la gérance dans les conditions prévues en cas de décès d'un ayant droit ou d'un professionnel assimilé, le conjoint associé bénéficiant d'une priorité de rachat, sous réserve de son agrément.

En cas de liquidation de communauté du vivant des époux, les parts se transmettent librement lorsque les deux conjoints sont déjà associés. Lorsque l'un l'étant et que l'autre justifie de l'un des qualités requises pour le devenir, ce dernier, s'il est attributaire des parts, ne devient associé qu'à la condition d'être agréé dans les conditions prévues pour les cessions entre vifs.

Hormis ces hypothèses, comme dans les cas de refus d'agrément, le conjoint non membre de la Société, attributaire des parts, n'a jamais la qualité d'associé et est seulement créancier de la valeur de celles-ci qui lui seront rachetées selon les dispositions prévues à l'alinéa précédent.

#### **16.5 Revendication de la qualité d'associé par un conjoint commun en biens**

Si, durant la communauté de biens existant entre deux époux, le conjoint de l'époux associé notifie son intention d'être personnellement associé, postérieurement à l'apport ou à l'acquisition de parts effectué par son conjoint associé, conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du Code civil, il doit être agréé dans les conditions prévues pour les cessions entre vifs.

En cas de refus d'agrément, le conjoint titulaire des parts demeure associé pour la totalité des parts.

En outre, pour être recevable la revendication du conjoint ne doit en aucun cas avoir pour effet de contrevenir aux dispositions des articles 5 et 6 de la loi du 31 décembre 1990 fixant les conditions pour être associé d'une société d'exercice libéral et aux dispositions de l'article 8 des statuts.

## **16.6 Location des parts sociales**

Les parts sociales peuvent être données en location, sous les conditions et limites prévues aux articles L. 239-1 à L. 239-5 du Code de commerce, à une personne physique, professionnel salarié ou collaborateur libéral exerçant son activité au sein de la Société, ainsi qu'à tout professionnel extérieur à la Société à condition qu'il exerce la profession de greffier de Tribunal de commerce.

Le contrat de location est constaté par un acte sous signature privée soumis à la formalité de l'enregistrement ou par un acte authentique, et comportant les mentions prévues à l'article R. 239-1 du Code de commerce.

Pour être opposable à la Société, il doit lui être signifié par acte extrajudiciaire ou être accepté par son représentant légal dans un acte authentique.

Le locataire des parts doit être agréé dans les mêmes conditions que celles prévues ci-dessus pour les cessions de parts sociales entre vifs.

Le défaut d'agrément du locataire interdit la location effective des parts sociales.

La délivrance des parts louées est réalisée à la date de la mention de la location et du nom du locataire à côté du nom du bailleur dans les statuts de la Société. A compter de cette date, la Société doit adresser au locataire les informations dues aux associés et prévoir sa participation et son vote aux assemblées.

Le gérant peut inscrire ces mentions dans les statuts sous réserve de la ratification de cette décision par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Le droit de vote appartient au bailleur dans les assemblées statuant sur les modifications statutaires ou le changement de nationalité de la Société et au locataire dans les autres assemblées. Pour l'exercice des autres droits attachés aux parts louées, notamment le droit aux dividendes, le bailleur est considéré comme le nu-propriétaire et le locataire comme l'usufruitier.

Les parts louées doivent être évaluées, sur la base de critères tirés des comptes sociaux, en début et en fin de contrat, ainsi qu'à la fin de chaque exercice comptable lorsque le bailleur est une personne morale. L'évaluation est certifiée par un Commissaire aux Comptes.

Le bail est renouvelé dans les mêmes conditions que le bail initial. En cas de non-renouvellement du contrat de bail ou de résiliation, la partie la plus diligente fait procéder à la radiation de la mention portée dans les statuts de la Société par décision des associés ou par le gérant dans les mêmes conditions qu'à la délivrance des parts louées.

Les parts louées ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une sous-location ou d'un prêt.

## **16.7 Nantissement des parts sociales**

Conformément aux dispositions de l'article R. 743-39 du Code de commerce, les parts sociales d'une société titulaire d'un office de greffier de Tribunal de commerce ne peuvent pas être donnés en nantissement.

## **16.8 Dispositions communes**

Dans tous les cas où le présent article prévoit le rachat obligatoire de parts :

- le prix est déterminé dans les conditions fixées sous l'article 1843-4 du Code civil, étant précisé que si les modalités de détermination du prix des parts sont prévues par une convention liant les parties au rachat ou à la cession, l'expert désigné sera tenu de les appliquer conformément aux dispositions du second alinéa du I de l'article 1843-4 du Code civil ;
- sauf convention contraire, il est payable comptant. Lorsque le rachat est effectué par la Société elle-même, un délai de paiement qui ne saurait excéder deux (2) ans, peut, sur justification, être accordé par décision de justice.

Toutes notifications de demandes, réponses, avis et mises en demeure et sommations sont faites par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

## **TITRE V EXERCICE PROFESSIONNEL – EXCLUSION – RETRAIT – EXERCICE DE L'ACTIVITE – DISPOSITIONS DISCIPLINAIRES**

### **ARTICLE 17 – EXERCICE PROFESSIONNEL**

Toutes dispositions législatives et réglementaires relatives à l'exercice de la profession de greffier de Tribunal de commerce sont applicables à la Société et à ses Associés Professionnels Internes.

Conformément aux dispositions de l'article R. 743-52 du Code de commerce, un Associé Professionnel Interne ne peut exercer sa profession qu'au sein de la Société et ne peut cumuler cette forme d'exercice professionnel avec l'exercice à titre individuel, en qualité d'associé d'une autre société quelle qu'en soit la forme.

Conformément aux dispositions de l'article R. 743-51 du Code de commerce, dans tous les actes professionnels qu'il accomplit et dans toutes ses correspondances, le greffier de tribunal de commerce indique son titre de greffier de tribunal de commerce, sa qualité d'associé d'une société titulaire d'un office de greffier de tribunal de commerce et l'adresse du siège de cette société.



Enfin, conformément aux dispositions de l'article R. 743-53 du Code de commerce, chaque Associé Professionnel Interne exerce ses fonctions de greffier de Tribunal de commerce au nom de la Société et indique la dénomination sociale de la Société dans ses actes professionnels.

## **ARTICLE 18 - SUSPENSION PROVISOIRE - CESSATION DE L'ACTIVITE PROFESSIONNELLE D'UN ASSOCIE - SANCTIONS**

### **18.1 Suspension provisoire d'un Associé Professionnel Interne**

Conformément à l'article R. 743-57 du Code de commerce, l'Associé Professionnel Interne provisoirement suspendu conserve, pendant la durée de sa suspension, sa qualité d'associé avec tous les droits et obligations qui en découlent.

Toutefois, et conformément à l'article R. 743-113 du Code de commerce, sa participation dans les bénéfices est réduite de moitié, l'autre moitié étant attribuée par parts égales aux administrateurs ou, s'il n'est pas commis d'administrateur, à ceux des Associés Professionnels Internes qui n'ont pas fait l'objet d'une suspension provisoire de leurs fonctions.

### **18.2 Cessation de l'activité professionnelle d'un Associé Professionnel Interne**

Tout Associé Professionnel Interne peut, à la condition d'en informer la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, cesser l'activité professionnelle qu'il exerce au sein de la Société. Il doit respecter un délai de six (6) mois à compter de la notification relative à la cessation d'activité.

L'Associé Professionnel Interne qui cesse toute activité professionnelle, sans être frappé d'une interdiction d'exercer sa profession, a la faculté de demeurer associé, avec la qualité d'Ancien Associé Professionnel Interne pendant une durée de dix (10) années à compter de la date où la cessation de son activité est effective.

Il devra dans ce cas demander son retrait de la Société en qualité d'Associé Professionnel Interne auprès du garde des sceaux, ministre de la justice. A compter de la publication de l'arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice, il perdra tous les droits attachés à la qualité d'Associé Professionnel Interne.

Toutefois, si sa cessation d'activité a pour effet de réduire la quotité de capital des Associés Professionnels Internes à une fraction inférieure au minimum légal rappelé à l'ARTICLE 9 -, ou lorsque, à l'expiration du délai de dix (10) ans, l'Ancien Associé Professionnel Interne n'a pas cédé la totalité des parts qu'il détient, la Société peut, nonobstant son opposition, décider de réduire son capital et de les racheter.

### **18.3 Cessation de l'activité professionnelle d'un Associé Professionnel Externe**

Tout Associé Professionnel Externe frappé d'une interdiction d'exercer sa profession ou cessant définitivement son activité professionnelle perd, dès le jour de la publication de l'arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice, constatant son retrait, l'exercice des droits attachés aux parts qu'il détient.

Ses parts sont rachetées à la diligence de la gérance.

### **18.4 Exclusion d'un Associé Professionnel Interne**

Tout Associé Professionnel Interne, qui a fait l'objet d'une condamnation disciplinaire passée en force de chose jugée à une peine égale ou supérieure à trois (3) mois d'interdiction dans l'exercice de sa profession ou d'une condamnation pénale définitive à une peine d'emprisonnement égale ou supérieure à trois (3) mois peut être contraint, à l'unanimité des autres Associés Professionnels Internes, de se retirer de celle-ci conformément et selon les modalités précisées à l'article R. 743-134 du Code de commerce.

Ses parts devront être cédées dans les conditions prévues à l'article R. 743-128 du Code de commerce.

### **18.5 Dispositions communes**

Dans tous les cas où le présent article prévoit la cession obligatoire de parts, il sera fait application des dispositions de l'article 16 ci-dessus.

Ainsi, dans tous les cas où le présent article prévoit le rachat obligatoire de parts :

- le prix est déterminé dans les conditions fixées sous l'article 1843-4 du Code civil, étant précisé que si les modalités de détermination du prix des parts sont prévues par une convention liant les parties au rachat ou à la cession, l'expert désigné sera tenu de les appliquer conformément aux dispositions du second alinéa du I de l'article 1843-4 du Code civil ;
- sauf convention contraire, il est payable comptant. Lorsque le rachat est effectué par la Société elle-même, un délai de paiement qui ne saurait excéder deux (2) ans, peut, sur justification, être accordé par décision de justice.

Toutes notifications de demandes, réponses, avis et mises en demeure et sommations sont faites par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

En outre, lorsque le rachat est soumis à la diligence de la gérance, il est réalisé soit par les associés restants ou par des tiers, dûment agréés, soit, si l'intéressé y consent, par la Société elle-même, qui réduira son capital en conséquence.

## **TITRE VI ADMINISTRATION ET CONTROLE DE LA SOCIETE - CONVENTIONS REGLEMENTEES**

### **ARTICLE 19 - GERANCE**

La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques choisies parmi les Associés Professionnels Internes.

Le ou les gérants sont nommés par décision d'un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales, y compris sur deuxième convocation.

Dans ses rapports avec les tiers, le ou les gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, sous réserve des pouvoirs que la loi ou le règlement intérieur attribue expressément aux associés ou à plusieurs gérants agissant conjointement.

Le ou les gérants sont tenus de consacrer leur temps et les soins nécessaires aux affaires sociales.

Ils peuvent, d'un commun accord, déléguer les pouvoirs qu'ils jugent convenables et constituer des mandataires spéciaux et temporaires.

Tout gérant, associé ou non, nommé dans les statuts ou en dehors d'eux, est révocable par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales, y compris sur deuxième convocation.

Le gérant peut démissionner de ses fonctions à charge pour lui d'informer chacun des associés au moins trois (3) mois à l'avance, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le décès ou le retrait du gérant n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Chaque gérant a droit à un traitement fixe ou proportionnel ou fixe et proportionnel déterminé par décision collective ordinaire des associés ; il a droit, en outre, au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

## **ARTICLE 20 - COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être désignés dans les conditions prévues par l'article L. 223-35 du Code de commerce.

Ils sont nommés pour une durée de six (6) exercices et exercent leur mission dans les conditions et avec les effets prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

## **ARTICLE 21 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES ASSOCIES OU GERANTS**

Les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et l'un de ses gérants ou associés sont soumises à contrôle dans les conditions et selon les modalités fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Seuls les Associés Professionnels Internes prennent part aux délibérations prévues par ces dispositions lorsque les conventions en cause portent sur les conditions dans lesquelles ils exercent leur profession au sein de la Société.

## **TITRE VII DECISIONS ET DROITS DES ASSOCIES**

### **ARTICLE 22 - DECISIONS COLLECTIVES**

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui, régulièrement prises, obligent tous les associés. Elles sont qualifiées d'extraordinaires quand elles entraînent une modification des statuts ou qu'elles ont pour objet d'agréer les cessions ou mutations de parts sociales, droits de souscription ou d'attribution ou d'exclure un associé, et d'ordinaires dans tous les autres cas.

Ces décisions résultent, au choix de la gérance, d'une assemblée générale, d'une consultation écrite des associés ou du consentement de tous les associés exprimé dans un acte ; toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice ou la réduction du capital et pour toutes autres décisions si elle est demandée par un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le dixième des associés, le dixième des parts sociales.

Toutefois, une assemblée irrégulièrement convoquée ne peut être annulée si tous les associés étaient présents ou représentés.

Les assemblées sont convoquées dans les conditions prévues par la loi et les règlements, elles peuvent notamment intervenir par voie électronique sous réserve du respect des dispositions de l'article R.223-20 alinéa 2 du Code de commerce.

Un associé peut se faire représenter par son conjoint, sauf si la Société ne comprend que les deux époux. Il peut aussi se faire représenter par un autre associé justifiant de son pouvoir, à condition que le nombre des associés soit supérieur à deux.

Une feuille de présence est émargée par les membres de l'assemblée ; toutefois, le procès-verbal de l'assemblée en tient lieu lorsqu'il est signé de tous les associés présents.

Les consultations écrites se déroulent selon les modalités précisées par les textes légaux et réglementaires, le vote par écrit étant, pour chaque résolution, formulé par les mots "oui" ou "non".

## **ARTICLE 23 - REGLES DE MAJORITE DES DECISIONS COLLECTIVES**

### **23.1 Décisions ordinaires**

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation, les associés sont, selon les cas, convoqués ou consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants, à la condition expresse de ne porter que sur les questions ayant fait l'objet de la première consultation et à l'exclusion des décisions portant sur la nomination et/ou la révocation d'un ou plusieurs gérants.

### **23.2 Décisions extraordinaires**

Les décisions extraordinaires ne sont valablement prises que si elles ont été adoptées :

- à l'unanimité, en cas de changement de nationalité de la Société, d'augmentation des engagements d'un associé ou de transformation de la Société en société en nom collectif, en société en commandite simple ou par actions, en société par actions simplifiée ou en société civile,
- à l'unanimité des autres Associés Professionnels Internes en cas d'exclusion d'un associé dans les conditions de l'article 18 des statuts,
- à la majorité des trois quarts des Associés Professionnels Internes en cas d'agrément de nouveaux associés,
- par des associés représentant au moins la moitié des parts sociales, s'il s'agit d'augmenter le capital par incorporation de bénéfices ou de réserves,

- pour toutes les autres modifications statutaires, l'assemblée ne délibère valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le quart des parts et, sur deuxième convocation, le cinquième de celles-ci.

A défaut de ce quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux (2) mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Dans l'un ou l'autre de ces deux cas, les modifications, sont décidées à la majorité des deux tiers des parts détenues par les associés présents ou représentés.

#### **ARTICLE 24 - DROIT DE COMMUNICATION, D'INFORMATION ET DE CONTROLE DES ASSOCIES**

Tout associé dispose d'un droit de communication permanent dont l'étendue et les modalités d'exercice sont déterminées par les dispositions réglementaires en vigueur.

Avant toute assemblée ou consultation écrite, les associés ont le droit d'obtenir communication de documents et d'informations qui leur sont adressés ou qui sont mis à leur disposition dans les conditions fixées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Tout associé non gérant peut, deux fois par an, poser par écrit des questions à la gérance sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation. La réponse écrite de la gérance doit intervenir dans le délai d'un (1) mois et est communiquée au Commissaire aux Comptes, s'il en existe un.

Un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social peuvent, soit individuellement, soit en se groupant sous quelque forme que ce soit, demander en justice la désignation d'un ou plusieurs experts chargés de présenter un rapport sur une ou plusieurs opérations de gestion. Les conditions de sa nomination et de l'exercice de sa mission sont prévues par la loi et les règlements.

## **TITRE VIII EXERCICE SOCIAL – COMPTES SOCIAUX – RESULTAT DE LA SOCIETE**

### **ARTICLE 25 – EXERCICE SOCIAL – COMPTES SOCIAUX**

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1<sup>er</sup> janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse un inventaire de l'actif et du passif de la Société, ainsi que des comptes annuels (bilan, compte de résultat et le cas échéant, annexe).

Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la Société est annexé à la suite du bilan, ainsi qu'un état des sûretés consenties par elle.

La gérance établit s'il y a lieu un rapport de gestion sur la situation de la Société et son activité au cours de l'exercice écoulé.

Les comptes annuels sont établis après chaque exercice selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation que les années précédentes, sauf si un changement exceptionnel est intervenu dans la situation de la Société.

La gérance procède, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice aux provisions et amortissements nécessaires.

Si à la clôture de l'exercice, la Société répond à l'un des critères définis par décret, la gérance est tenue d'établir une situation de l'actif réalisable et disponible, valeurs d'exploitation exclues, et du passif exigible, un compte de résultat prévisionnel, un tableau de financement en même temps que le bilan annuel et un plan de financement prévisionnel, dans les conditions et selon la périodicité prévues par la loi et le décret.

Les comptes annuels, le rapport de gestion et le texte des résolutions proposées sont mis, le cas échéant, à la disposition du Commissaire aux Comptes un (1) mois au moins avant la convocation de l'assemblée. Ces mêmes documents, et le cas échéant, le rapport du Commissaire aux Comptes, sont adressés aux associés quinze (15) jours au moins avant la date de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes.

### **ARTICLE 26 – AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS**

Le bénéfice (ou la perte) de l'exercice apparaît dans le compte de résultat par différence entre les produits et les charges de l'exercice et après déduction des amortissements et provisions.

Sur ce bénéfice, diminué éventuellement des pertes antérieures, sont prélevées les sommes à porter en réserve en application de la loi, et en particulier à peine de nullité de toute délibération contraire, une somme correspondant à un vingtième pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

L'Assemblée Générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables, l'Assemblée Générale détermine la part attribuée aux associés sous forme de dividendes. La part de chaque associé est proportionnelle au nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

Les modalités de mise en paiement des dividendes votés par l'Assemblée Générale sont fixées par elle ou, à défaut, par la gérance.

Le paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximum de neuf (9) mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par décision de justice.

Aucune distribution ne peut être faite lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

L'Assemblée Générale peut également décider d'affecter les sommes distribuables aux réserves et au report à nouveau, en totalité ou en partie.

#### **ARTICLE 27 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL**

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre (4) mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.



Dans tous les cas, la décision de l'Assemblée Générale doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si l'Assemblée n'a pu délibérer valablement.

## **TITRE IX DISSOLUTION – LIQUIDATION**

### **ARTICLE 28 – DISSOLUTION – LIQUIDATION**

**28.1** La Société prend fin dans les cas prévus à l'article 1844-7 du Code civil. La dissolution anticipée prévue au 4° de cet article est décidée dans les conditions de majorité requises pour les modifications des statuts.

En outre, la Société est dissoute de plein droit :

- Par la destitution de tous les Associés Professionnels Internes conformément aux dispositions de l'article R.743-66 du Code de commerce ;
- Par le décès simultané de tous les associés ou par le décès du dernier survivant, si tous sont décédés successivement sans qu'à la date du dernier d'entre eux les titres de capital ou parts sociales des autres aient été cédés à des tiers.

**28.2** La Société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit ; sa dénomination sociale doit être suivie de la mention « société en liquidation », cette mention, ainsi que le nom du ou des liquidateurs, doit figurer sur tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, notamment sur toutes lettres, factures, annonces et publications diverses.

La personnalité morale de la Société subsiste pour les besoins de la liquidation, jusqu'à la clôture de celle-ci.

La décision de l'assemblée des associés qui nomme le liquidateur fixe sa rémunération.

Le liquidateur représente la Société et est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable et acquitter le passif.

Les associés sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur le compte définitif, sur le quitus de la gestion du ou des liquidateurs et pour constater la clôture de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après l'extinction du passif et des charges sociales et le remboursement aux associés du montant nominal non amorti de leurs parts sociales, est partagé entre les associés proportionnellement au nombre de leurs parts.

En cas de réunion de toutes les parts en une seule main, la dissolution pouvant, le cas échéant, en résulter entraîne la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique personne morale, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

## **TITRE X CONTESTATIONS**

### **ARTICLE 29 - CONTESTATIONS**

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, soit entre la Société et les associés titulaires de ses parts, soit entre les associés titulaires de parts eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents, après une tentative de conciliation soumise au président du Conseil National des greffiers des tribunaux de commerce par l'associé le plus diligent.

**FIN DES STATUTS MIS A JOUR**